



APPEL A INITIATIVES EHPAD – ANNEE 2019

DOSSIER DE REPONSE

***MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME TERRITORIAL D' ACTIONS
EN FAVEUR DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE
EN EHPAD
SUR LE TERRITOIRE DU GARD***

**Agence Régionale de Santé Occitanie
&
Conférence des Financeurs de la Prévention
de la Perte d'Autonomie (CFPPA) du Gard**

CAHIER DES CHARGES

1. Contexte

Issue de la loi d'adaptation de la société au vieillissement, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie constitue une instance de coordination des financements de la prévention de la perte d'autonomie. Présidée par Conseil départemental et vice-présidée par l'Agence régionale de santé, la Conférence des Financeurs se compose de nombreux partenaires : CARSAT, Sécurité Sociale des Indépendants, Mutualité Sociale Agricole, Assurance maladie, Caisses de retraite AGIRC-ARRCO, Mutualité française, Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ... La Conférence des Financeurs constitue un cadre d'intervention partagé qui permet le soutien de démarches et de projets en matière de prévention de la perte d'autonomie à domicile dans de multiples champs : lien social, activité physique adaptée, nutrition, usages du numérique, ... L'instruction N° DGCS/3A/CNSA/2018/156 du 25 juin 2018 permet désormais la mobilisation des concours versés aux conférences des financeurs à destination des résidents en EHPAD afin que soient mises en œuvre des actions collectives de prévention.

De plus, à compter de 2019, les ARS sont destinataires de crédits d'Assurance maladie pour favoriser le déploiement d'actions de prévention de la perte d'autonomie dans les EHPAD. Cette enveloppe, inédite doit permettre le financement d'actions sur le champ de la prévention en étroite articulation avec la CFPPA dans l'objectif à terme de mieux articuler et coordonner les politiques de prévention sur les territoires quel que soit le financeur.

C'est sur ce fondement que le présent appel à initiatives a été construit.

2. Objectif de développement d'un programme de prévention de la perte d'autonomie en EHPAD

Le présent appel à initiatives vise à permettre aux EHPAD porteurs de projets et aux opérateurs de prévention de présenter une demande de subvention en vue d'obtenir le financement de tout ou partie de(s) action(s) de prévention qui seront mises en place à leur initiative, et qui répondent aux conditions fixées dans le présent cahier des charges.

Le présent cahier des charges définit les priorités arrêtées conjointement par l'ARS et la CFPPA 30, la procédure applicable et en particulier les actions éligibles, les modalités d'examen des candidatures et de choix des projets qui pourront bénéficier d'une subvention.

Il est précisé que la présentation d'une demande de subvention en vertu du présent appel à initiatives ne vaut pas octroi d'un financement.

Le programme territorial de prévention a vocation à se déployer à l'échelle du département du Gard.

Le programme local de prévention se définit comme la planification et la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie répondant à des besoins de prévention identifiés chez les résidents.

Les EHPAD devront développer des actions collectives destinées prioritairement aux résidents d'EHPAD qui pourront être ouvertes aux personnes âgées à domicile le cas échéant.

Le programme territorial de prévention ne doit pas consister seulement en la réalisation d'actions ponctuelles mais il doit être le cadre d'une véritable démarche impliquant l'ensemble des parties prenantes de l'établissement (résident-famille-personnel). Cette mobilisation est attendue au stade de la programmation, de sa mise en œuvre mais également de son évaluation.

Ce programme de prévention s'articulera prioritairement autour des quatre axes de prévention suivants :

- Santé bucco-dentaire
- Activité physique et sportive adaptée
- Alimentation / Nutrition
- Troubles du comportement / Risque suicidaire

Thématique 1 : Santé bucco-dentaire

D'après l'Union française de la santé bucco-dentaire et l'AGIRC-ARRCO, 35 à 50% de résidents en EHPAD souffriraient de pathologies bucco-dentaires. D'étroites relations existent entre santé bucco-dentaire, santé générale et nutrition. La mauvaise santé bucco-dentaire peut avoir des conséquences sur l'état de santé de la personne : pathologies générales cardio-vasculaires, pulmonaires, augmentation du risque de dénutrition et d'ostéoporose, diminution de la qualité de vie (mauvaise haleine, perte de goût, repli social...). Dès lors, l'amélioration de l'hygiène bucco-dentaire en EHPAD constitue un enjeu de prévention et de santé publique important.

La sensibilisation des professionnels d'EHPAD à l'hygiène bucco-dentaire permet la prévention et la détection de pathologies nécessitant des soins spécialisés de manière plus précoce et d'éviter ainsi d'arriver à des états de délabrement irréversibles.

En ce sens, le présent appel à initiatives incite au développement d'au moins deux des démarches suivantes :

- désignation et formation de référents à l'hygiène bucco-dentaire ;
- action de sensibilisation des résidents et des personnels à l'enjeu de santé bucco-dentaire ;
- action de dépistage de pathologies bucco-dentaires simples.

L'ARS finance d'ores et déjà au travers d'un CPOM l'intervention de l'Union Française pour la Santé Bucco-Dentaire (UFSBD) dans certains EHPAD mais d'autres opérateurs peuvent être sollicités. De même les EHPAD non encore ciblés par l'ARS pour bénéficier des actions contractualisées avec l'UFSBD peuvent le solliciter.

Les EHPAD sont invités à se rapprocher de l'URPS des chirurgiens-dentistes afin d'inscrire leur projet dans l'action régionale menée par l'ARS Occitanie pour le déploiement d'une offre graduée pour les soins bucco-dentaires.

Thématique 2 : Activité physique et sportive adaptée

La lutte contre la sédentarité et la pratique des activités physiques pour les personnes avançant en âge ont pour but de préserver la santé des aînés et de prévenir la perte d'autonomie. Ainsi la pratique d'activité physique adaptée en EHPAD contribue à maintenir et préserver l'autonomie sociale, physique, psychique et fonctionnelle, à améliorer ou restaurer des capacités, notamment cognitives et locomotrices (orientation, mémoire corporelle...), à réduire les troubles thymiques et les troubles du comportement ou à prévenir les chutes. Elle présente également des effets bénéfiques sur le plan social.

Sur cette thématique, les actions principales combinées sont :

- action de sensibilisation des résidents et de formation des personnels à la pratique d'activité physique adaptée ;
- mise en œuvre d'ateliers d'activité physique adaptée.

Pour développer ces actions, les EHPAD feront appel à des intervenants extérieurs, en capacité d'intervenir au sein des établissements partenaires sur des programmes d'actions définis.

L'ARS finance d'ores et déjà au travers d'un CPOM l'intervention de l'opérateur Siel bleu dans certains EHPAD mais d'autres opérateurs peuvent être sollicités. De même les EHPAD non encore ciblés par l'ARS pour bénéficier des actions contractualisées avec Siel Bleu peuvent le solliciter.

Les programmes impliqueront les professionnels d'EHPAD associeront les rééducateurs salariés intervenant au sein des établissements.

Les intervenants extérieurs seront :

- des professionnels du sport titulaires d'un diplôme (d'Etat ou fédéral) donnant la qualification à l'encadrement des activités physiques et sportives et mentionné sur la carte professionnelle délivrée en DDCS à l'éducateur ;
- des professionnels de la rééducation, masseurs-kinésithérapeutes, ergothérapeutes, psychomotriciens.

Thématique 3 : Alimentation – Nutrition

Les EHPAD sont invités à s'inscrire dans l'action régionale pilotée par l'ARS d'Occitanie, portant sur l'amélioration de la qualité de l'alimentation, la prévention et la prise en charge de la dénutrition. En ceci cette thématique s'intéresse non seulement au contenu de l'assiette mais aussi à tout ce qui est autour du repas et en fait un moment agréable : conservation du lien social, échange, plaisir de manger, transmission... autant de facteurs participant à la prévention de la dénutrition et au maintien de l'autonomie.

Les actions principales combinées sont :

- action de sensibilisation des résidents à l'importance d'une bonne alimentation ;
- action de sensibilisation et formation commune de tous les personnels, direction, restauration et soignants, à la qualité de l'alimentation et la prévention de la dénutrition ;
- mise en œuvre d'ateliers collectifs autour de l'alimentation à destination des résidents, avec l'implication des différentes catégories de personnels (restauration, soignants et direction).

Pour développer ces actions, les EHPAD feront préférentiellement appel à des intervenants extérieurs, en capacité d'intervenir dans les établissements sur des programmes d'actions définis.

L'ARS finance d'ores et déjà au travers d'un CPOM l'intervention de l'opérateur Graine de santé dans certains EHPAD mais d'autres opérateurs peuvent être sollicités. De même les EHPAD non encore ciblés par l'ARS pour bénéficier des actions contractualisées avec Graine de Santé peuvent le solliciter.

Thématique 4 : Troubles du comportement / Souffrance psychique / Risque suicidaire

Près de 50 % des suicides ou tentatives de suicides signalés à l'ARS par l'ensemble des structures sanitaires et médico-sociales de la région, ont lieu en EHPAD, ce qui représente une quarantaine d'événements évitables par an.

Le suicide des personnes âgées en EHPAD est un événement traumatique pour l'ensemble de la communauté de vie de ces établissements, tant pour les résidents que pour les professionnels.

L'ARS souhaite soutenir les établissements médico-sociaux pour personnes âgées désirant mieux prendre en compte dans leur projet d'établissement la question de la « prévention du suicide » et de la construction d'une réponse adaptée. Cette prise en compte doit contribuer à préciser les procédures de suivi et d'accompagnement en cas de repérage d'une personne en crise suicidaire, et plus largement de souffrance psychique.

Par ailleurs, les établissements sont invités à proposer des actions permettant de mieux repérer et accompagner au quotidien les situations de souffrance psychique et/ou de dépression.

Des actions de promotion du bien-être mental peuvent également être proposées, notamment pour mieux accompagner l'entrée des personnes âgées en EHPAD et améliorer l'information et la formation des personnels,

Pour développer ces actions, les EHPAD feront préférentiellement appel à des intervenants extérieurs, en capacité d'intervenir dans les établissements sur des programmes d'actions définis.

Les troubles du comportement sont entendus ici au sens large, à ce titre l'ARS finance d'ores et déjà au travers d'un CPOM l'intervention de l'opérateur AFCCC Gers sur la thématique « Vie affective et sexuelle » dans certains EHPAD mais d'autres opérateurs peuvent être sollicités. De même les EHPAD non encore ciblés par l'ARS pour bénéficier des actions contractualisées avec l'AFCCC Gers peuvent le solliciter.

3. Périmètre de l'appel à initiatives

- L'appel à initiatives s'adresse aux EHPAD
- Les actions proposées sont prioritairement à destination des résidents des EHPAD et peuvent, le cas échéant, être également ouvertes aux personnes âgées de 60 ans et plus vivant sur le territoire du Gard. Dans le cas où l'action proposée serait ouverte à un public mixte c'est-à-dire un groupe composé à la fois de résidents de l'EHPAD et de personnes âgées vivant à domicile, le porteur doit préciser la répartition du public (exemple : pour un groupe de 20 personnes, il y a 5 personnes âgées vivant à domicile et 15 résidents d'EHPAD).
- Les actions de prévention doivent impérativement et nécessairement s'adresser aux résidents de l'EHPAD, et avoir un caractère collectif et s'inscrire dans le périmètre et les thématiques d'interventions mentionnées ci-avant (paragraphe 2).
- Les actions de prévention sont proposées gratuitement aux bénéficiaires.
- Lorsqu'un projet concerne plusieurs établissements, la demande de subvention doit être portée et déposée par et pour chacun des établissements.
- Les financements ne doivent pas entraîner ou compenser le désengagement de partenaires antérieurement engagés et favoriser des effets de substitution.

4. Actions et dépenses entrant dans le périmètre de l'appel à initiatives

4.1 - Actions éligibles

Sont éligibles, les actions de prévention répondant aux exigences suivantes :

- Etre des actions collectives de prévention.
- S'adresser aux personnes âgées de 60 ans et plus.
- S'adresser aux résidents d'EHPAD, mais pouvant également être ouverte et associer des personnes âgées vivant à domicile.
- Porter sur une ou plusieurs des thématiques de prévention suivantes :
 - o La santé bucco-dentaire
 - o La nutrition / alimentation
 - o L'activité physique et sportive adaptée
 - o Les troubles du comportement / La prévention du risque suicidaire

Par année, un seul programme de prévention par EHPAD sera étudié

Ne sont donc pas éligibles, les actions suivantes :

- Les actions de prévention individuelles
- Les actions destinées exclusivement aux professionnels
- Les actions de formation des aidants
- La poursuite d'actions déjà financées dans le cadre des appels à candidature précédents de l'ARS ou de la Conférence des financeurs reproduites à l'identique.

Les établissements devront démontrer leur capacité à mettre en œuvre chaque action collective de prévention proposée, en termes de moyens humains, matériels et financiers. Pour chaque action présentée, le porteur de projet devra clairement décrire son action et préciser notamment :

- Les besoins identifiés, l'inscription dans la thématique concernée et les objectifs poursuivis
- Le format de l'action de prévention (ateliers, conférence...)
- Le public visé par l'action et le nombre de participants (incluant les modalités de repérage des résidents et des personnes vivant à domicile le cas échéant)
- Le calendrier de réalisation ainsi que la périodicité des actions
- Les moyens humains mobilisés (prestation externe, temps de travail dédié de personnel permanent de l'établissement ...)

- Le(s) partenariat(s) et coopération(s)
- Les moyens matériels mobilisés
- Les modalités de financement de l'action (coût total, autofinancement et/ou co-financements éventuels)
- Les modalités de suivi des participants et d'évaluation de l'impact des actions.

4.2 - Dépenses éligibles

Sont éligibles, les dépenses suivantes :

- Prestations par des opérateurs et intervenants extérieurs
- Dépenses d'investissement pour du matériel ou petit équipement non amortissable strictement nécessaire à la réalisation de l'action collective

Ne sont donc pas éligibles, les dépenses suivantes :

- Demande de financement de matériel sans programme d'actions
- Frais de personnel permanent
- Dépenses de soins liées à l'intervention des professionnels suivants : masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, chirurgiens-dentistes, orthophonistes remboursables aux assurés au titre de l'Assurance maladie ou incluses dans le forfait soins global
- Matériel médical, aides techniques
- Dépenses d'investissement faisant l'objet d'un amortissement comptable
- Participation financière aux frais d'hébergement, de repas, de transport, location et achat de véhicule
- Dépenses de structure exclusivement liées à des travaux d'aménagement, de terrassement

5. Modalités de soutien

Les concours financiers du dispositif étant annuels, ils ne permettent pas d'assurer des financements pérennes.

Le financement alloué aux porteurs de projets en 2019 vise des dépenses non reconductibles.

Le financement des projets retenus interviendra, sous forme de subvention(s) de fonctionnement, versée(s) par l'ARS au titre des crédits non reconductibles consacrés à la prévention en EHPAD sur décision tarifaire en cohérence avec la CFPPA.

Le nombre de projets retenus et accompagnés financièrement se fera dans la limite des concours financiers annuels de la CNSA mobilisables au titre de la prévention en EHPAD.

Examen et sélection des dossiers

6.1 - Calendrier prévisionnel

L'étude et la validation des dossiers de demande de subvention se feront selon les échéances prévisionnelles suivantes :

- Lancement de l'appel à initiatives : Semaine du 30 septembre 2019
- Date limite de dépôt de candidature : 15 novembre 2019 à minuit
- Instruction et priorisation des dossiers par l'ARS en lien avec la CFPPA : mi-novembre, début décembre 2019
- Avis de la Conférence des financeurs du Gard : 10 décembre 2019
- Notification des crédits : décembre 2019

Le dossier dûment complété ainsi que l'ensemble des pièces à joindre devront avoir été retournés pour le 15 novembre 2019 à minuit.

6.2 - Critères d'irrecevabilité

Les critères d'irrecevabilité sont :

- Projet déposé hors délai
- Projet porté par un autre porteur qu'un EHPAD
- Projet d'ores et déjà financé par l'ARS en 2019
- Dossier de candidature incomplet

La recevabilité du dossier ne vaut pas engagement quant à l'octroi d'un financement.

6.3 - Circuit du dossier

Les dossiers recevables seront instruits par les services de l'ARS Occitanie en collaboration étroite avec la CFPPA 30.

Après cette première phase d'instruction technique, la liste des projets éligibles à un soutien au titre du présent appel à initiatives avec le montant des subventions proposées, ainsi que la liste des projets qu'il est proposé de ne pas soutenir, seront ensuite soumis pour avis en séance plénière de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie 30.

Le nombre de projets retenus et accompagnés financièrement se fera dans la limite des concours financiers annuels de la CNSA mobilisables au titre de la prévention en EHPAD.

Les décisions ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un recours ou de procédure d'appel.

Les porteurs sont ensuite informés des suites données à leur demande.

6.4 - Examen des dossiers

L'examen des dossiers se fera notamment selon les critères listés ci-après :

- La pertinence des objectifs de l'action au regard des orientations définies dans le présent appel à initiatives ;
- La qualité méthodologique globale du projet ;
- La capacité à mettre en œuvre l'action et l'adéquation des moyens mobilisés par rapport aux objectifs visés ;
- L'existence et la qualité d'une démarche d'évaluation de l'action.

Une attention particulière sera portée à :

- La qualification des professionnels intervenants,
- La maîtrise du projet dans son intégralité (identification des besoins du public, calendrier prévisionnel, moyens humains et matériels...),
- La justification du budget prévisionnel et le caractère raisonnable des coûts.

Les dépenses présentées doivent être liées et strictement nécessaires à la réalisation du projet. Dans le cadre de l'instruction du projet, des dépenses peuvent être écartées si le lien avec l'opération n'est pas clairement défini,

Le porteur doit pouvoir produire des pièces justificatives probantes pour toute dépense exposée : facture, fiche de paie, liste des participants, tout document attestant de la réalisation effective de l'action. Ces justificatifs doivent être conservés et tenus à disposition en cas de contrôle.

Les dépenses présentées sont éligibles à condition d'être engagées postérieurement à l'acceptation du dossier du projet.

Ne seront pas retenus, les projets présentant une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- Carences méthodologiques majeures (éléments d'information et de description insuffisants, budget incohérent et/ou déséquilibré et/ou disproportionné par rapport au projet ...) ;
- Caractère non réaliste et/ou non abouti du projet ;
- Action de promotion, de publicité et/ou à visée commerciale d'un organisme ou d'une structure
- Action(s) déjà achevée(s) au moment du dépôt de la demande de subvention

7. Evaluation des actions

Une attention particulière devra être portée à la démarche d'évaluation afférente au programme. L'ARS et la CFPPA, dépositaires des fonds de la CNSA et responsables de la transmission des indicateurs à la CNSA, doivent rendre compte de l'évaluation des actions et de l'utilisation des fonds. Ainsi, tout projet ayant fait l'objet d'un financement au titre du présent appel à initiatives fera l'objet d'une évaluation.

L'évaluation sera menée pendant et après la mise en place de l'action afin d'en apprécier l'efficacité. A cette fin, le porteur de projet devra compléter l'outil d'évaluation qui lui sera transmis. Elle devra être impérativement transmise à l'ARS à l'issue du déploiement de l'action et comprendra, a minima, les indicateurs à produire à la CNSA pour le 30 juin de chaque année. Elle sera accompagnée d'une synthèse des actions réalisées.

8. Modalités pour candidater

8.1 - Contenu du dossier de candidature

Tout EHPAD souhaitant candidater dans le cadre du présent appel à initiatives doit renvoyer un dossier de candidature complet avant la date fixée au présent cahier des charges.

Le dossier de candidature se compose des documents suivants :

- Le dossier de réponse annexé au présent appel à initiatives, complété, daté et signé par le représentant légal ;
- L'identification du ou des prestataire(s) externe(s) retenu(s) ou envisagé(s) si déjà identifié(s) ;
- Le budget prévisionnel de l'action, équilibré en dépenses et en recettes ;
- Tout devis justifiant du budget prévisionnel ;
- L'attestation sur l'honneur dûment complétée et signée

Le porteur de projet peut compléter le dossier de candidature avec tout document qui lui semblerait pertinent pour permettre l'analyse de sa candidature.

Des pièces complémentaires au porteur de projet pourront être demandées à tout moment de la procédure d'instruction.

8.2 - Modalités de transmission du dossier de candidature

Le dossier complet devra être transmis au plus tard **le 15 novembre 2019 à minuit sous format électronique au courriel suivant :**

ars-oc-dd30-pers-agees@ars.sante.fr

L'objet du courriel doit être renseigné comme suit : « AAI / ARS / CFPPA / Prév 2019 / EHPAD (indiquer le nom de l'établissement) »

Et par voie postale, le cachet de la poste faisant foi, à la Délégation départementale de l'ARS du Gard :

Délégation départementale de l'ARS du Gard
6 rue du mail CS21001
30906 Nîmes Cedex 2

9. Publication et consultation

Le présent avis est publié sur le site internet de la CFFPPA 30 et de l'ARS Occitanie. Il est également adressé à l'ensemble des EHPAD du Gard.

Pour toute(s) question(s) ou précision(s) relative(s) à cet appel à initiatives, vous pouvez contacter :
Dr Elisabeth Foulhac et Mme Aurélie Piredda : ars-oc-dd30-pers-agees@ars.sante.fr